

La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : de l'expression du désordre à la mobilisation de ressources

Nicolas Bautès, Caterine Reginensi***

À partir de deux approches combinées, l'une géographique, l'autre anthropologique, cette contribution propose de caractériser la place qu'occupent les marges spatiales et sociales à Rio de Janeiro, dans un contexte où certains espaces dits « à la marge » – les favelas – tout comme certains individus – ici les vendeurs ambulants – se trouvent au cœur de la production de la ville. Ces figures informelles de la ville qui correspondent à une « masse marginale » [Lautier, 2004], par leur prégnance dans l'espace et par la vitalité des réseaux économiques qu'ils contribuent à tisser, tendent à structurer ou à orienter nombre de projets définis par les pouvoirs publics en vue de réguler les activités informelles en ville et d'« homogénéiser » l'espace urbain¹.

De quelle manière, en dépit des formes de discrimination dont ils sont l'objet, les acteurs de la marge jouent-ils de leur caractère illégal, informel ou marginal pour prendre part aux processus urbains ? En quoi font-ils de leur position « intermédiaire », aux interstices de la formalité, une ressource pour l'action ?

L'hypothèse ici énoncée est que c'est dans l'espace que ces acteurs trouvent les éléments permettant de participer aux processus dominants. Plusieurs cas peuvent être observés. Pour ce qui est des favelas, l'espace est le support d'un processus historique d'exclusion et de marginalisation : pour sa situation géographique (sur des collines aux pentes souvent abruptes), pour le caractère illégal du sol et des activités de trafic de drogue qui s'y déroulent, pour sa population longtemps discriminée en raison de son origine sociale et ethnique. Dans ce cas, l'objet même de la discrimination se trouve mobilisé en

* Géographe, UMR 5690 ESO (CRESO) / IRD UR029 URBI – n.bautes@gmail.com.

** École d'Architecture de Toulouse/Laboratoire GRECAU – creginensi@gmail.com.

1. Ce phénomène est particulièrement observé, à Rio de Janeiro comme dans de nombreuses autres villes d'Amérique Latine dans les opérations de réhabilitation des bidonvilles, censées permettre l'articulation de ces espaces à la ville dite formelle [Secretaria Municipal de Desenvolvimento Social, 1992]. C'est également l'enjeu qui prévaut dans les politiques répressives exercées par de nombreux pouvoirs locaux qui oeuvrent à la régularisation des processus économiques, luttant ainsi contre le commerce informel. Pour le cas de Rio de Janeiro, voir notamment : F. Cabral Gomes, C. Reginensi et N. Bautès, « Les commerçants ambulants et leurs clients à Rio de Janeiro : des espaces de sociabilités en mouvement », *Espaces & sociétés*, n° 135, dossier « consommateur ambulant », 2008.

une ressource territoriale, définie comme une « caractéristique construite d'un territoire spécifique (...) qui renvoie au substrat idéologique » de celui-ci, et qui est fondé « sur des composantes matérielles et idéelles » [Hilrczak, Pecqueur, Mollard, 2004].

Dans le cas des ambulants, la marginalisation est liée à l'activité économique de vente dans l'espace public, déclarée illégale par les autorités municipales. La seule présence dans les rues de Copacabana les définit comme acteurs de la marge, et c'est l'espace qui, ici aussi, est envisagé comme une ressource dans la mesure où la pratique économique induit des stratégies spatiales, faites de mobilités, de sélections et de négociations de lieux permettant l'exercice du commerce.

Ce sont ces différentes stratégies de mobilisation de ressources induites de processus de marginalisation que nous souhaitons ici interroger, en ce qu'elles reflètent non seulement des modalités de participation des marges aux processus dominants, mais aussi des pratiques et représentations du pouvoir qui se convertissent en débats territoriaux [Gomes P. da Costa, 2007]. Dans les cas observés, le caractère marginal concourt à singulariser tout à la fois des espaces faisant jusqu'ici l'objet de représentations négatives et des formes de commerce et d'action urbaine informelles. Cette singularité et les pouvoirs économique et médiatique qui l'accompagnent jouent à l'avantage de ces marges, dans un contexte où l'action publique répond en théorie à la fois aux exigences imposées par l'injonction à la démocratie populaire et participative, et à celle de pouvoirs médiatiques susceptibles de remettre en cause l'équilibre des forces politiques.

Dans une première partie de cette contribution, nous nous prêterons donc à une clarification de la notion de marge, mettant notamment en évidence la manière dont celle-ci peut être appréhendée en lien avec la notion d'interstice. Ces précisions précèdent la mise en place du cadre d'analyse mobilisé dans l'étude de deux expressions de la manière dont les marges spatiales et sociales participent aux mouvements urbains à Rio de Janeiro.

De l'usage des marges et de l'interstice : de la définition des termes à la construction d'un cadre de références

Multiplicité des caractères de la marge à Rio de Janeiro

Deux définitions contradictoires sont associées aux marges spatiales et sociales. L'une, celle de division ou de fermeture (plus ou moins rigide) ; l'autre, celle de « point d'attrait, (...) lieu ou principe de conjonction, de transmission et de découverte de ce qui est de l'autre côté, autrement dit un principe liminal d'ouverture, d'éveil (...) » [Devish cité par Corin, 1986]. Ces caractères révèlent le caractère pluriel – et donc relatif – du terme, qu'alimentent les définitions courantes. La marge est souvent définie par ce qui la borde ou l'entoure. En cela, elle renvoie à l'idée d'interstice.

Les situations de marges spatiales et sociales sont ainsi ambiguës, ce que l'on retrouve à travers l'usage qui en est fait dans les politiques urbaines à Rio de Janeiro. Reste à considérer l'origine de la construction de la marge, et d'en saisir la multiplicité.

En dépit du changement de perspective observé depuis la fin des années 70 par les politiques urbaines, rompant avec la pratique systématique de destruction des occupations illégales et relogement de leurs occupants², les favelas³ et leurs habitants sont toujours appréhendés comme marginaux. Cette stigmatisation renvoie à la production de dogmes, apparue avec l'identification des premières occupations spontanées à la fin du XIX^e siècle, qui fondera une théorie de la marginalité sociale urbaine « qui (...) trouvait un prolongement dans les conditions de vie et de travail et dans le comportement politique des pauvres. La marginalité-exclusion dans l'espace a alors été associée à la marginalité-exclusion sociale » [Valladares, 1987].

À Rio de Janeiro, la marge est ainsi de façon générale, jusqu'à aujourd'hui, à la fois d'ordre physique, économique et politique : physique, en ce qu'elle se matérialise dans une partie des collines (*morros*) qui se détachent de l'espace urbain dit formel et abritent des quartiers d'habitations illégales répondant de logiques organisationnelles différentes de celles de la ville planifiée. Les populations pauvres qui les occupent sont aussi souvent caractérisés par des pratiques marginales, ayant souvent recours à l'économie informelle en réaction à leurs difficultés d'accès à un emploi salarié, qui s'explique souvent par leur faible niveau de qualification et par la discrimination qu'ils subissent – pour leur origine ethnique ou pour leur lieu de résidence. La marge revêt donc aussi un caractère économique, même s'il convient de modérer cette assertion, le monde économique de la favela présentant une grande diversité de situations individuelles [Gomes, Reginensi *et alii*, 2006]. Enfin, la marginalité associée à ces lieux et à leurs habitants est d'ordre politique. Les *favelados*⁴, habitants ou commerçants informels ont une influence réduite sur les prises de décisions publiques. En cela, la question de leur accès à la ville, à l'espace public, voire au statut de citoyen – *cidadão* –, est posée [Gomes P. da Costa, 2007].

Rio de Janeiro dessine ainsi, comme de nombreuses autres villes d'Amérique latine, un espace fragmenté, tissé d'espaces contigus prenant part de manières très différentes aux dynamiques urbaines dominantes. Les limites entre les « zones d'habitat sous-intégré » [Roncayolo, 1990] – que sont les favelas – et les lieux privilégiés de l'accumulation globale les quartiers riches et le centre financier –, sont souvent rompues par des interstices, matérialisés par l'occupation illégale de l'espace par des logements de fortune ou par des commerçants informels. Les espaces et les dynamiques qui concourent à ce dessin urbain et à ses mouvements sont ainsi de plusieurs types : lieux illégaux du point de vue de leur tenure foncière ou des activités qu'ils abritent ; ce sont aussi les pratiques informelles de ces commerçants de rue, souvent mobiles dans la ville. Par extension, ce sont aussi des

2. La fin des années 70 marque l'avènement des premiers projets de réhabilitation des favelas. À ce sujet, voir notamment Valladares [2006] et R. Soares Gonçalves, *La construction historique d'un objet juridique : les favelas de Rio de Janeiro de la fin du XIX^e siècle à nos jours*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris 7 – Denis Diderot, 2007.

3. L'origine du nom favela comme lieu d'habitation populaire est apparu après la Guerre des Canudos (1893-1897) opposant l'État du Brésil et des colons dans l'État de Bahia ; les soldats, installés sur un *morro* (colline) de cette région, ont appelé le lieu Morro da Favela à cause de la présence en grande quantité de la plante Favela (*Jatropha Phylacantha*). Pour de plus amples détails, voir notamment Valladares [2006].

4. Terme désignant, dans les textes législatifs du vingtième siècle, les habitants de la favela.

espaces résiduels, en friche, non-bâti ou simplement délaissés par les politiques d'aménagement, qui tendent aujourd'hui encore à être caractérisés par des représentations associées au désordre, « à la saleté et à la transgression », [Knaebel, 1991].

La marge désigne un espace ou un individu qui ne remplit souvent aucune fonction reconnue et légitime. Elle véhicule souvent des représentations négatives, si bien qu'il suffit généralement de la désigner pour que s'installe un malaise, ou pour qu'un débat soit suscité. Certains auteurs, à l'exemple de S. Tonnelat, estiment pourtant que toute intervention envisagée en sa direction, en induisant la redéfinition de ses caractères spécifiques, conduirait à « supprimer l'indétermination qui faisait (son) attrait » [Tonnelat, 2003]. Cet atout, conféré par ce qui – paradoxalement – la définit comme marge, tient en effet à sa capacité à « matérialiser ce qui résiste encore, du moins temporairement, aux politiques (...) d'aménagement : (...) la métonymie de tout ce qui est encore non investi dans la métropole. C'est la réserve de disponibilité d'une ville. Sa qualité principale consiste notamment dans sa résistance à l'homogénéisation et à l'appropriation définitive. Situés à l'opposé des espaces figés par les fonctions et les formes de propriété de la ville moderne, les délaissés urbains, les friches et les terrains vagues conservent justement l'indéfini, l'indéterminé, l'ouverture dans la ville » [Petcou *et alii*, 2005].

Une approche de la marge par l'expérience interstitielle

L'approche en termes d'interstices permet non seulement de caractériser des situations de marge, mais aussi plus largement d'apporter un éclairage sur le fonctionnement du centre [Corin, 1986]. Les marges, prégnantes dans une ville inégalitaire comme Rio de Janeiro, peuvent être observées comme des lieux de recompositions nées de créations, de résistances et d'arrangements entre des populations socialement fragilisées, désaffiliées [Rouleau-Berger, 2005]. Leur légitimité et leur influence sur les dynamiques urbaines tiennent alors tant de leur reconnaissance mutuelle, que des singularités qu'ils sont susceptibles de mettre en exergue et de rendre disponible dans l'espace public. Inspirés par l'approche d'A. Tarrus, pour qui les comportements micro sociaux, au travers de leur circulation, permettent d'identifier des innovations « là où les États, eux, ne font guère preuve d'imagination » [Tarrus, 1989, 2002], nous avons initié une série d'enquêtes auprès des acteurs de ces marges, favelados et camelots⁵. Ces acteurs sociaux innovants sont caractérisés par leur position intermédiaire, entre le formel et l'informel, autrement dit dans des interstices à partir desquels ils mettent en œuvre des modes d'appropriation de la ville. Selon cette optique, l'interstice peut alors se convertir en un espace ou en un mode d'identification à la ville [Monnet, 2000]. Il est en cela à la fois désordre et lieu de passage, espace de flux. C'est ce que nous allons maintenant essayer de montrer en revisitant nos terrains de recherche.

5. « Le nom de camelot s'applique à une nouvelle classe de négociants, essentiellement propre aux grandes villes et notamment à Paris. Actif, déluré, intelligent, le camelot a souvent assez de verve et d'esprit pour rassembler la foule autour de son modeste étalage qui tient tout entier dans une toile tendue sur le trottoir ». Grand Dictionnaire Larousse de 1890. Au Brésil le terme est repris pour désigner les vendeurs ambulants et devient *camelô*.

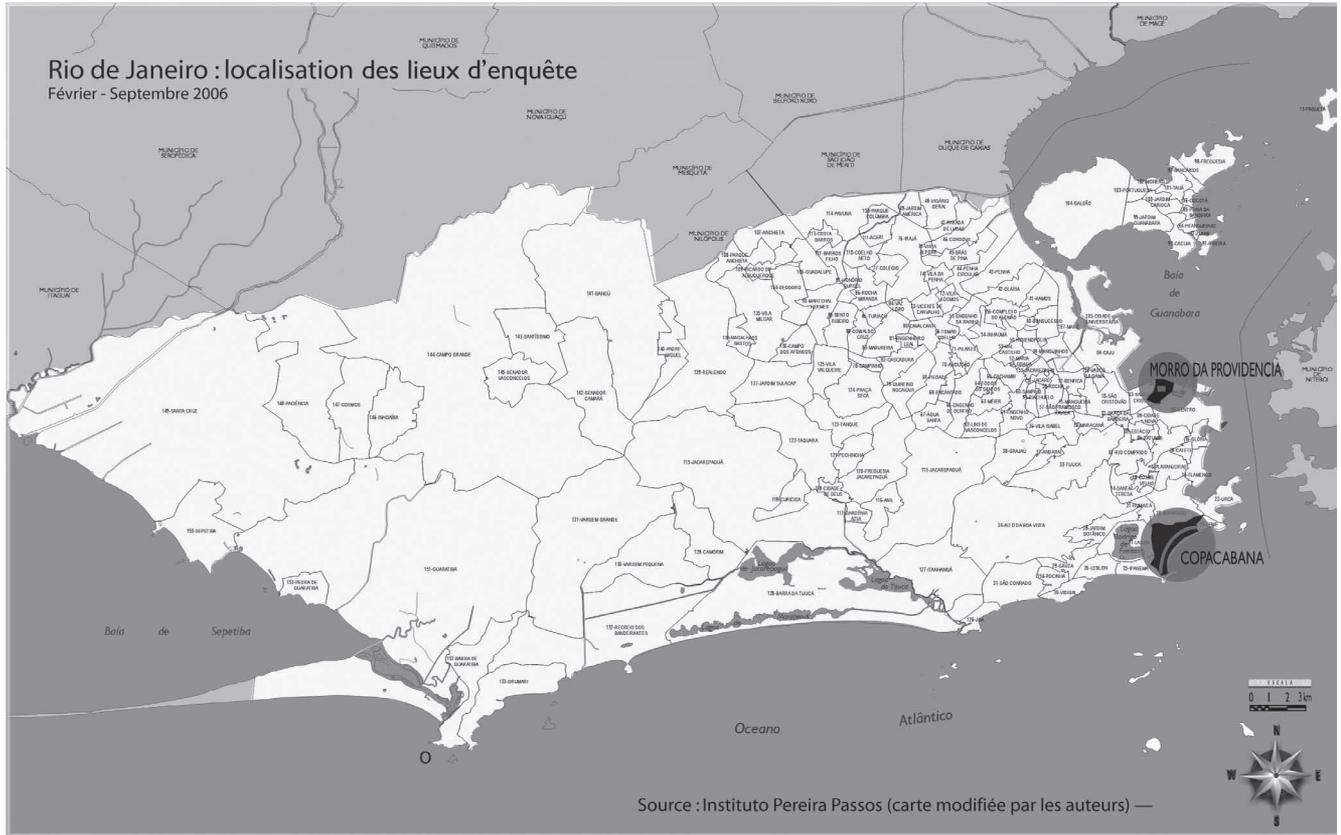


Fig. 1 – Carte de la ville et des terrains

Autrepart (47), 2008

De l'organisation de la marge aux ressources mobilisées dans les interstices

Deux séries d'enquêtes de terrain menées en 2006 à Rio de Janeiro sont ici mobilisées pour caractériser la manière dont différents types de marges participent aux dynamiques économiques et sociopolitiques de la métropole. Les données recueillies ont été mobilisées en vue de caractériser le traitement politique de deux figures – centrales – de la marge à Rio de Janeiro : d'une part la favela Morro da Providência, espace d'occupation illégale situé au cœur de la ville concerné par un projet de valorisation touristique et patrimonial. D'autre part la pratique de commerce ambulancier sur le bord de mer de Copacabana, structurée autour de mobilisations et d'appropriations temporaires de l'espace public, qui fait aujourd'hui l'objet de politiques antithétiques oscillant entre permissivité et répression.

Ces deux figures de la marge urbaine carioca sont l'objet de réactions fortes de la municipalité, traduites par des projets d'aménagement influencés par des cadres programmatiques inscrits sous l'égide d'un urbanisme dit « stratégique »⁶ et répondant à l'injonction du développement urbain durable.

Au-delà de la tendance normative qui tend à dissoudre la marge au moyen d'arguments répressifs et/ou rhétoriques, émerge une série d'interstices spatiaux et sociaux recourant à l'informel tant qu'au formel. Ces interstices sont autant d'expressions d'autolégitimation et d'affirmation émanant d'acteurs de la marge visant à faire reconnaître leur pleine participation à la ville.

Des hommes et de l'espace : des pratiques alternatives associées à la mise en exergue de la favela par la municipalité

L'ouverture au tourisme du Morro da Providência au moyen de la création d'un « musée à ciel ouvert de la favela » fait suite à l'intervention de réhabilitation effectuée dans le cadre du programme Favela-Bairro⁷, mis en œuvre dans la favela en 2000. Porté par la Cellule urbaine (Célula Urbana), organisme municipal dépendant du cabinet du maire Cesar Maia, le projet consistait à compléter les travaux d'infrastructure engagés dans le cadre du programme Favela-Bairro par une réflexion sur la création d'activités économiques rendues possibles par l'ouverture de cet espace au tourisme. La démarche, qui engageait la mise en place d'un

6. Dans la droite lignée des objectifs définis lors du Sommet de la Terre, qui a vu émerger le développement durable comme nouvelle norme pour le développement, la ville de Rio de Janeiro a mis en place, en 1999, un Plan Stratégique, inspiré du modèle développé dans les années 80 par L. Borja pour Barcelone. L'urbanisme stratégique privilégie de nouveaux principes de régulation de l'action publique en matière de développement urbain. Au-delà de ces principes généraux, qui prônent la gouvernance et la participation populaire, il convient d'être attentif aux effets de ce modèle de gestion urbaine à Rio de Janeiro, qui laisse place à une instrumentalisation des principes initialement définis. Pour une analyse critique de l'urbanisme stratégique à Rio de Janeiro, voir Vainer [1996, 2007].

7. Litt. Favela-quartier. Programme mis en œuvre en 1994 par le Secrétariat d'habitation de la municipalité de Rio de Janeiro (SMH, participation à hauteur de 40 %), cofinancé à 60 % par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Favela-Bairro avait pour ambition de réhabiliter quelques 300 favelas de Rio de Janeiro et d'œuvrer à leur intégration physique et sociale à la ville formelle. Ce programme a fait l'objet de très nombreuses critiques. Voir notamment Gomes.

parcours au sein de la favela, visait ainsi à « raviver la mémoire des lieux, l'identification des habitants à leur lieu de vie (...) » et de « susciter de nouvelles énergies créatrices » (extrait d'entretien avec Lorenzo, agent communautaire, sept. 2006). Associée à des dispositifs légaux de protection du patrimoine bâti engagés par l'IPHAN⁸ et à l'installation d'équipements sociaux (crèche), cette action de valorisation et de revitalisation urbaine, inaugurée en août 2005, s'est pourtant limitée à l'équipement en infrastructures et à être l'objet d'une vive promotion par les services municipaux, accueillant et effectuant la visite du *morro* avec nombre de journalistes, de chercheurs et de responsables d'organisme internationaux. En juillet 2008, la dynamique générée ne s'était soldée par aucune initiative économique, qu'elle soit sous la forme de commerce local ou de visite touristique profitant à la communauté.

En dépit de la prégnance dans l'espace du quotidien de la favela d'une initiative publique montant très tôt ses faiblesses et ses effets pervers, l'enjeu reste pourtant de taille pour les acteurs locaux. L'action en direction de cette favela et, surtout, sa promotion par la municipalité, ont conduit à rendre visible sur la scène publique un espace jusqu'alors médiatisé pour les seuls actes de violence qui s'y déroulaient régulièrement, opposant les forces policières ou militaires et les gangs du trafic de drogue. Les stratégies mises en œuvre par des acteurs issus de la favela visent à limiter les effets néfastes de ce projet sur les habitants des lieux, peu enclins, selon N.H. (un artiste militant de la favela), à profiter des transformations engagées par les pouvoirs publics. D'une part, du fait qu'aucun outil de soutien n'avait été prévu par la cellule urbaine. D'autre part, parce que « la favela n'est pas intéressante pour qui vit dans la favela » (Extrait d'entretien avec N.H.). Ceci est confirmé par les résultats d'une enquête menée par nos soins en 2006 auprès de 99 habitants de la favela : 65 personnes déclaraient ne pas connaître le projet de musée à ciel ouvert ; 52 soulignaient n'avoir aucune suggestion pour améliorer la communication ou les effets de ce projet sur la population ; 44 personnes précisaient fréquenter les espaces publics de la favela exclusivement pour se rendre vers un lieu précis ; 31 ne jamais se promener, de jour comme de nuit.

Ces résultats, bien que partiels car fondés sur un échantillon de personnes, illustre néanmoins le peu d'implication – et le faible niveau d'information – des habitants à l'égard de la vie de la favela et dans les projets qui engagent des transformations dans leurs lieux de vie. Cela s'explique par la faible crédibilité dont font généralement l'objet les pouvoirs publics (Gomes, 2006), qui n'est en aucun cas spécifique à Rio de Janeiro⁹. Enfin, parce que les habitants se trouvent fréquemment confrontés à des conflits armés opposant des narcotrafiquants et les forces policières. Face à cette situation, qui tend fréquemment à faire de la rue un espace

8. Institut de Protection du Patrimoine Historique National.

9. Ce phénomène est très largement observé à l'échelle de l'Amérique latine : il traduit un « dysfonctionnement des interactions entre les individus et l'État, ainsi que des lacunes de l'État en matière de redistribution et de biens et services collectifs » (J. Saavedra et M. Tommasi, « Informalité, État et contrat social en Amérique latine : étude préliminaire », *Revue internationale du travail*, vol. 146, n° 3-4, p. 301-334, sept.-déc. 2007). Ceci concerne au premier chef les espaces et les populations pauvres.

dangereux, ne restent que des interstices d'espace public et d'action qui, à l'exemple du projet Favelarte, manifeste non pas une opposition au projet municipal, mais cherche à en compléter les défaillances, au besoin par le recours à l'illégalité ou à l'informalité. Ce sont ces formes de l'interstice que nous souhaitons ici caractériser.

La mobilisation des ressources interstitielles : l'initiative Favelarte

« Il n'est pas possible d'omettre que la favela, aujourd'hui, plus de cent ans après son émergence officielle, continue à être submergée dans une société dans laquelle elle est (pourtant) une cellule de joie et d'agonie. Là, il y a la samba et le trafiquant. Gens de bien et dépravés. Ce lieu-là connaît, comme tous les autres, les dichotomies individuelles et collectives. Il manque seulement les mêmes propositions et les mêmes politiques publiques vraies et d'inclusion. Ses hommes reflètent les problèmes qui découlent du profit et des immoralités qui se situent en bas et ont un effet ici, autant comme reflets de l'exclusion que produit en haut le manque de limites qui désintègrent le développement humain, principalement celui des plus jeunes, qui reproduisent les stigmates d'une violence incontrôlable qui atteint toute la société : celle du haut et celle du bas ».

Cet extrait du texte fondateur du projet Favelarte (www.favelarte.com) exprime la posture prévalant à la création de cette association à but artistique, créée par M. Hora. Photographe vivant dans le Morro da Providência, ce dernier fut longtemps militant pour des associations du centre historique de Rio de Janeiro, s'attachant à raviver et à divulguer la mémoire sociale de ces lieux au travers d'un travail photographique engagé. Depuis 2000, il poursuit son projet en organisant des ateliers photographiques avec des enfants de la favela. Son travail, exposé dans la gare de RER Luxembourg à Paris en 2005 lors de l'année du Brésil en France, s'est aujourd'hui étendu à d'autres activités, inscrites sous l'égide de Favelarte. Pour un temps installée dans le bâtiment où se trouve l'association des habitants du Morro da Providência, dans les locaux que celle-ci partageait jusqu'en 2005 avec les services municipaux en charge de la mise en œuvre du programme Favela-Bairro, Favelarte comptait avec la collaboration étroite d'une association dénommée MH20 organisant dans les mêmes locaux que Favelarte, des ateliers de danse et de musique hip hop, auxquels se sont ajoutés, en 2006, des ateliers de montage vidéo et une radio indépendante. Ce regroupement associatif avait également mis en place une coopérative de confection artisanale de vêtements qui emploie des femmes vivant dans la favela, les orientant vers le florissant marché local des costumes de carnaval.

L'ambition de cette structure en pleine expansion est de multiplier les initiatives mettant en avant des expressions culturelles ou des savoir-faire artistiques et artisanaux reconnus comme constitutifs de la favela :

la culture de la favela est riche. Le talent de ces gens n'est pas reconnu à sa propre valeur. C'est un potentiel important aujourd'hui (...) pour ces femmes (couturières). Ce n'est pas seulement une manière pour elles de s'en sortir ; on est aussi ici pour discuter, échanger et parler de nos problèmes. Pour ça, c'est un lieu important. À travers l'art, on fait de l'intervention sociale. Pas que pour elles, mais aussi pour les

autres, qui nous voient faire. Cela leur donne des idées (...). Il y a des jalousies, c'est pas forcément toujours facile à gérer, mais c'est stimulant pour tout le monde. C'est aussi un signe que ce que nous faisons contribue à changer les choses (Mayra, coordinatrice du projet de coopérative).

L'envergure de l'initiative structurée par *Favelarte* permet certes de générer de nouvelles possibilités de revenus pour des personnes sans emploi. Le fait de mêler pratique artistique/artisanale et intervention sociale permet plus largement « d'inspirer l'action communautaire » [Knauss, 2006]. En dépit du succès de ce processus, l'effet sur l'espace est somme toute très relatif, ne concernant directement qu'une infime part de la population (environ 50 personnes sont employées, à temps partiel pour la plupart. Seulement trois emplois permanents ont été créés). Néanmoins, des initiatives du même type ont été fortement relayées dans la sphère médiatique et sont de plus en plus programmées dans les agendas culturels de la ville, comme en témoignent, entre autres, le programme télévisé de la chaîne O Globo intitulé *Central da Periferia*, et l'exposition *Cultura da Periferia* organisée en 2005 dans le centre culturel Banco do Brasil. Outre la visibilité croissante dans laquelle sont engagés les fondateurs de *Favelarte*, c'est la constitution de réseaux de collaborations internationales composée de nombreux autres acteurs qui semble le plus profitable à cette association, initialement isolée. En 2000, elle a participé au projet *Caminho dos direitos humanos* coordonné par l'ONG française *Inscrire*, qui consiste à assurer la formation d'enfants et d'adultes à la construction de carreaux en céramique. Ce carrelage, sur lequel est imprimé le seul et unique plan de la ville, est posé sur les murs de l'entrée de la favela.



Photo 1 – Azulejos de l'association *Inscrire* figurant sur l'entrée du Morro da Providência, rue Barão de Gamboa (© N. Bautès, sept. 2006)

Il constitue un véritable marqueur urbain et un espace d'expression artistique à visée sociale. Un marqueur dont l'existence tient de l'initiative d'associations ayant reçu l'aval et le soutien d'institutions étrangères, parmi lesquelles la Communauté Européenne et l'UNESCO.

Dans ce contexte, la marginalité, socioculturelle et spatiale, tient alors lieu de singularité. Celle-ci est produite dans un jeu permanent entre des forces intérieures et extérieures, donnant lieu à la fois à une instrumentalisation par les pouvoirs publics ou par des acteurs issus de la sphère culturelle privée locale, et à des possibilités d'innovation sociale et économique. Que les acteurs locaux aient la main mise sur ces projets ou que ceux-ci soient mis en œuvre à l'initiative d'acteurs extérieurs à la favela, la médiatisation de ce type d'action a un effet positif sur les représentations des lieux : elle permet « de rompre avec l'inertie d'une partie de la population de la favela, qui a perdu toute confiance dans sa capacité à vivre autrement que dans la marginalité » (Extrait d'entretien avec M. Hora, responsable de Favelarte, sept. 2006).

Jouer dans l'interstice : se jouer des dominations ?

La dynamique dans laquelle est engagée Favelarte, à l'exemple d'autres organisations communautaires de ce type, tend à revêtir une dimension globale. Forte de soutiens financiers étrangers et nationaux ponctuels, elle bénéficie d'une très large visibilité. Bien qu'elle puisse favoriser de nouvelles possibilités de réalisation de projets financés, cette visibilité s'avère cependant parfois délicate, dans le contexte où la favela est fortement empreinte par le pouvoir des narcotrafiquants. À ce niveau, l'expérience interstitielle peut relever d'une position intermédiaire fragile pour les responsables de Favelarte, animés par l'ambition d'infléchir les politiques urbaines, et contraints à négocier avec tous les acteurs en présence, habitants, pouvoirs publics et trafiquants, pour légitimer et mettre en œuvre leurs actions. Cette position les soumet à un risque permanent : celui d'être jugé inconstant, voire de trahir la confiance des uns ou des autres. Or, comme le souligne Junior, membre de l'association AfroReggae issue de la favela Vigario Geral, « de nombreuses personnes imaginent que la plus grande difficulté du travail social dans la favela est de devoir négocier avec les trafiquants (...). Mais jusqu'ici, même s'ils sont nos concurrents indirects puisque l'un de nos objectifs est d'éloigner les enfants de la criminalité, nous n'avons jamais souffert quelque menace directe provenant des chefs du trafic, ni n'avons été contraints de réaliser quelque activité » [Junior, 2005]. Au contraire, souligne M. Hora, qui admet qu'il est parfois plus facile de trouver des arrangements avec les trafiquants qu'avec les pouvoirs publics ou la police, ce qu'il n'est pas sans dénoncer.

En définitive, précise-t-il, « nous nous trouvons en permanence dans des situations qui nous demandent d'être vigilants. Nous n'avons pas le droit de nous tromper ». La situation décrite par M. Hora exprime bien la manière dont cet acteur – et ceux qui l'entourent – disposent de marges de manœuvre limitées pour exercer leur activité : « il faut adopter des positions claires, surtout pas une posture ferme », insiste-t-il. Cela signifie que la position interstitielle n'écarte pas la nécessité d'un positionnement. Celui-ci est en permanence remis en cause, et est susceptible de les écarter définitivement. Conscient de l'équilibre précaire qui caractérise sa position

– plus largement celle qui définit la favela –, il connaît par ailleurs ses atouts : « nous jouons souvent le rôle de médiateurs entre les hommes politiques et les trafiquants. Nous établissons la communication entre eux ». Lors des travaux de construction du musée (à ciel ouvert), la municipalité a mis en place des balustrades basses sur des belvédères permettant de profiter d'une vue panoramique sur la ville. Celles-ci, censées protéger les visiteurs, représentaient un danger possible pour les enfants, qui risquaient de tomber dans le vide. Les responsables du trafic ont donc barricadé ces belvédères, postant un garde armé à l'entrée, menaçant ainsi de bloquer toute visite si les barrières n'étaient pas élevées : « Nous avons approché les services municipaux à ce sujet, relayant la demande des trafiquants, et la municipalité a aussitôt procédé à l'élévation de ces barrières ».

Le jeu dans lequel cette association est engagée consiste ainsi non pas à identifier la solution à un seul problème, mais à évaluer les forces en présence pour rendre possible son action. Lorsqu'il affirme qu'il n'existe « pas de fracture entre eux et nous ! », Mauricio exprime cette position interstitielle, où jouent différents types de légitimités : institutionnelle d'une part, conférée par les statuts de l'association et le dialogue qu'elle entretient avec la municipalité. Politique d'autre part, vis-à-vis des forces dominantes, celles du trafic. Symbolique enfin, conférée par la population pour qui œuvre l'association au travers de projets culturels et de l'organisation d'événements favorisant la réappropriation de l'espace public par ses habitants.



*Photo 2 – Belvédère mis en place dans le cadre du musée à ciel ouvert
(© C. Reginensi, sept. 2006)*

*Des hommes mobilisant de l'espace :
les commerçants de rue à Copacabana face au projet Orla Rio*

Orla Rio est à la fois le nom du projet et le nom de la société privée à laquelle la municipalité a confié pour 20 ans une concession sur le littoral de la ville en vue d'engager un projet urbain majeur. Celui-ci, inscrit dans l'objectif de la municipalité de Rio de favoriser les partenariats public/privé dans les projets d'aménagement. Il profite de l'organisation par la ville des Jeux Panaméricains de 2007 pour réaménager le front de mer sur 34 km, soit 9 plages (Leme, Copacabana, Arpoador, Ipanema, Leblon, São Conrado, Barra da Tijuca, Recreio et Prainha) et 309 kiosques de vente de nourriture, de cigarettes, de cartes téléphoniques et de boissons. Les travaux, engagés depuis fin 2005, consistent à démolir les kiosques existants pour en construire d'autres sur la plage même, de manière à libérer cette portion de l'espace public aux piétons tout en proposant un nouvel aménagement¹⁰, plus adapté aux exigences de visibilité d'une métropole compétitive. Les travaux ayant débuté par les plages de Leme et de Copacabana, c'est dans ces lieux que nous avons choisi de conduire notre second support d'analyse.

*Des pratiques « à la marge » à Copacabana,
un espace valorisé de la métropole*

Il serait réducteur de définir la plage de Copacabana comme un espace homogène essentiellement destiné aux flux touristiques. Au-delà de la plage mythique, de la carte postale de la métropole, cet espace se compose d'une très grande diversité de lieux et de pratiques sociales, depuis les quartiers résidentiels, les voies de circulation automobile, jusqu'aux trottoirs (élargis le week-end alors qu'une des voies de circulation devient exclusivement piétonnière) et à la plage même¹¹. Ce qui se déroule sur ces lieux du front de mer et en particulier sur le trottoir, où prennent place des commerçants, installés dans des kiosques ou se prêtant à une vente ambulante, relève tout à la fois de l'occasionnel et de cohérences spécifiques [Hatzfeld, Ringart, 1998]. En effet, on y rencontre des formes d'activités économiques¹² aux statuts divers. Certaines, officielles, se réfèrent directement aux règles impo-

10. Le projet architectural a fait l'objet d'un concours qui a été gagné par une agence d'architectes et designer de renom sous la direction d'Indio da Costa. Lors de notre enquête, en 2006 auprès des usagers et en particulier les professionnels ont apprécié la qualité du kiosque en tant qu'objet mais en ont critiqué de manière unanime le matériau principal : le verre qui ne devrait pas résister à l'humidité et provoque un inconfort important pour ceux qui travaillent dans le kiosque et, d'autre part, l'ensemble des usagers ont trouvé le projet inadapté à l'esprit carioca « décontracté ».

11. Pour une délimitation de l'espace de Copacabana en lieux spécifiques, selon leur matérialité et les fonctions qu'ils occupent, voir Castanheda [2005].

12. Il s'agit d'une véritable économie de la plage dont on peut définir trois types de commerçants : le *quiosqueiro*, sur le trottoir qui vend des produits dans une structure fixe, le kiosque ; le *barraqueiro*, sur le sable qui monte et démonte chaque jour une structure légère en toile et qui vend des boissons mais offre des services comme la location de chaises de plage et de parasols et le vendeur ambulante, sur le trottoir et sur le sable. Les modalités d'organisation sont très différentes d'un groupe à l'autre et même à l'intérieur du groupe. Les *quiosqueiros* sont regroupés en coopératives, les *barraqueiros* en association et les ambulants en un mouvement des Camelots mais ces formes d'organisation ont du mal à se stabiliser. On peut mentionner une nouvelle coopérative de *quiosqueiros*, Orla Legal qui se structure peu à peu. Il serait même question, selon l'avocat qui aide à la consolidation de la coopérative, de trouver des modes d'organisation commune entre *quiosqueiros*, et vendeurs ambulants.

sées par la municipalité sur cet espace, en matière de produits vendus et de lieux de vente [Manual da Praia, Prefeitura do Rio de Janeiro¹³]. D'autres, informelles, sont exercées sans autorisation, les commerçants étant dès lors pourchassés par la garde municipale [Cabral Gomes, Reginensi, 2007].

Dans le cadre du projet de réaménagement des kiosques, l'interdiction de se prêter à toute activité de vente ambulante est mise en avant par l'entreprise OrlaRio pour démontrer la volonté de cette société d'institutionnaliser le commerce de rue : « Nous allons préparer les employés des kiosques à une nouvelle réalité... Nous allons former des employés ; il y en aura 24 par kiosques, tous déclarés. 24 pour 309 kiosques, cela fera 7 500 employés, sans compter ceux qui travailleront pour la sécurité des consommateurs (système de surveillance par camera) alors que pour l'instant il n'y a que 98 emplois déclarés pour toutes les plages (...). Le trottoir est fait pour le commerce formel. L'invasion du commerce informel n'est pas une chose permise. Malheureusement le gouvernement n'a pas les moyens suffisants pour contrôler ; il existe pourtant une loi municipale ! » [Extrait d'entretien avec le directeur de l'entreprise *Orla Rio*, avril 2006].

Si cette interdiction semble relever d'une décision exprimant la position de la municipalité face aux pratiques de commerce informel sur l'ensemble de la ville, la plage de sable fait l'objet d'un traitement spécifique, autorisée à la vente ambulante à la seule condition que le vendeur ne cesse de circuler d'un bout à l'autre de la baie. Cette règle est par ailleurs très souvent détournée par les « vendeurs du sable », comme en témoigne l'extrait d'un entretien avec une vendeuse : « Je vends sur la plage depuis plus de 20 ans. J'ai commencé avec ma mère et maintenant je continue avec l'aide de ma fille. Je veux bien avoir un badge (permis) et vendre sur le sable, mais ce n'est pas suffisant pour vivre car la concurrence est forte et, de plus, il y a des mois où les conditions ne sont pas favorables où il pleut par exemple. Nous sommes obligés de trouver d'autres lieux pour vendre, notamment le trottoir parce qu'on peut vendre aux touristes qui marchent, ou à ceux qui sont assis à la terrasse des kiosques (...). Je vends dans d'autres endroits dans la ville la semaine et le week-end, je viens sur la plage. J'ai essayé d'avoir une place pour vendre à la foire nocturne (marché) mais là il y a une file d'attente et beaucoup de passe-droits, alors je fais comment ? Je m'arrange, je diversifie les produits, je discute avec les autres vendeurs, nous surveillons l'arrivée du *rapa*¹⁴ ». (Extrait d'entretien avec Maria, 43 ans, sept. 2006)

Inventivité et recompositions socio-spatiales : l'interstice comme mode de légitimation

L'expérience interstitielle est vécue dans le cadre normatif de la loi municipale, détournée en permanence par les vendeurs. Ce même cadre est à la fois fortement

13. http://www.rio.rj.gov.br/verao/manual_praia.htm.

14. Le garde municipal est plus connu sous le nom de *Rapa* (du portugais *Rapar* : Voler ou extorquer par la force, Dictionnaire *Aurelio*). La garde municipale a été citée, par la majorité de nos enquêtés comme le principal obstacle au développement de leur travail.

répressif et paradoxalement permissif. En effet, au cours de nos observations, nous avons saisi les discours portés par les pouvoirs publics et par les vendeurs – ou les tenanciers des kiosques. Chacun d’eux use de la même référence à l’interdiction du commerce ambulant sur le trottoir. Les pratiques de détournement de cette loi s’expliquent par une relative tolérance des pouvoirs publics ou par une pratique identifiée comme celle d’une « autorisation sauvage » du commerce ambulant. Par exemple, les dimanches et jours fériés, le trottoir du front de mer est envahi de vendeurs qui s’installent sur le bord des rues, utilisant comme support de vente un simple tissu, une toile plastique, une table ou un petit chariot. La présence des gardes est le plus souvent discrète, ceux-ci se prêtant à quelques interventions visant à confisquer les marchandises du vendeur. La plupart des vendeurs fait preuve d’une grande part d’inventivité et d’adaptation aux situations.

Au cours de nos enquêtes, nous avons pu voir de quelle manière les vendeurs ambulants s’installaient à l’angle de la palissade de chantier de l’entreprise *Orla Rio*, lieu propice pour capter les flux des touristes et des résidents qui déambulaient le long du littoral, et que d’autres continuent de vendre sur le trottoir où vont être installés les nouveaux kiosques.



Photo 3 – Vente ambulante sur le trottoir de Copacabana à l’angle de la palissade (© C. Reginensi, avril 2005)

Pour mieux analyser ces expériences, nous avons utilisé une grille d'observation¹⁵, et procédé à des parcours d'une durée d'environ une demi-heure sur l'avenue Atlântica qui montrent à la fois :

COPACABANA_Avenida Atlântica, entre le posto 5 et l'OrionPalace_12.10.2006_de 11h00 à 11h30.



Photo 4 – Parcours de vendeurs de rue à Copacabana
 (© C. Reginensi, 2006)

– La diversité des dispositifs mobilisés : chariot, table pliante, parasol ou simple bâche posée à même le sol : celui-ci est installé sur le sable, à l'ombre mais dans un espace très proche du rebord du trottoir, ainsi il est sur l'espace de permissivité et à la frontière de l'espace interdit.

– Des parades pour échapper à la garde municipale : le support est souvent un outil léger et maniable, de manière à permettre à la marchandise d'être rapidement emballée et de faciliter la fuite et ainsi d'échapper à la répression.

– Certaines formes de professionnalisation de l'activité de commerce de rue : depuis plus d'un an, les vendeurs affichent le prix des produits qu'ils vendent et considèrent que cela rend la relation avec le client « plus facile, plus claire ».

Vendeurs ambulants, *quiosqueiros* et *barraqueiros*, dont l'activité est toujours en situation précaire, voire menacée de disparition, ne sont pas pour autant à la merci du projet de réaménagement du front de mer. Leurs relations sont en effet fondées sur l'entraide et la solidarité, ceci depuis la création de leur activité :

15. « Relations mobilisées dans la création d'une activité économique : les vendeurs ambulants au Brésil entre survie et conflit pour l'usage de l'espace », projet de recherche en vue de préparer une H.D.R., C. Reginensi, sept. 2006-fév. 2007.

– Pour débiter l'activité et s'y maintenir, certains vendeurs vont dire « il suffit de poser les bonnes questions et de trouver les personnes ressources (ambulants ou non) ». Ces personnes leur apportent un soutien moral, une aide financière parfois, ainsi qu'une assistance pour les protéger du conflit avec le garde municipal : il n'est pas rare de voir des vendeurs s'installer à la terrasse d'un kiosque, un sac contenant leur marchandise dissimulée sous leur chaise, attendant que les gardes municipaux passent. De vendeurs pourchassés, ils s'improvisent consommateurs à la terrasse du kiosque avec la complicité du *quiosqueiro*.

– Ces commerçants de rue comptent souvent sur les solidarités familiales. Des membres de leur réseau familial étendu exercent ou ont exercé fréquemment cette activité.

– D'autres encore, au fur et à mesure de leurs parcours dans la métropole, font des rencontres décisives et consolident des liens plus forts : avec un fournisseur, un ou plusieurs autres vendeurs ou encore avec un homme de loi (un avocat) qui tente de leur apporter ses compétences en matière juridique pour tenter de renégocier le contrat proposé aux anciens quiosqueiros par l'entreprise Orla Rio. une nouvelle coopérative de quiosqueiros, Orla Legal a vu le jour.

Les vendeurs doivent toujours faire preuve de compétence relationnelle pour démarrer et mobiliser les interstices physiques disponibles. Les premiers « installés » dans l'interstice ouvrent à un autre « l'espace » et vont ensuite témoigner de la légitimité à l'occuper. Nous avons retrouvé dans les parcours professionnels des vendeurs ce « savoir circuler » qui construit des « territoires circulatoires » [Tarrus, 1993]. Mais dans le contexte de Rio, ces territoires ne sont pas ou peu investis par des migrants transnationaux. Ils seraient plus proches de territoires répondant d'une logique locale, à l'exemple des vendeurs de rue que décrit J. Meissonnier dans le cas d'Istanbul [Meissonnier, 2006]. La mobilité quotidienne permet d'identifier les personnes ressources et les interstices à s'approprier dans un contexte où, tant du côté des pouvoirs publics que de celui des médias ou de la sphère académique, les discours et pratiques qui décrivent l'appropriation de certaines portions d'espaces par des commerçants informels sont considérés comme des formes de privatisation de l'espace public liées à un prétendu « recul de la citoyenneté » [Gomes P. da Costa, 2007]. Selon ces conceptions, la citoyenneté se trouve, elle aussi, soumise à la dualité qui prévaut à l'identification des marges, si bien qu'il existerait, dans le Brésil des grandes villes, différents niveaux de citoyens et, donc, d'accès à l'espace et à ses ressources. Serait-ce là un signe de formes discriminatoires persistantes et de la négation, par le sens commun, de la multiplicité et de la diversité des acteurs et des lieux qui font la ville ? [Ghorra-Gobin, 2001].

Conclusion

Derrière la palissade : la terreur d'un enfant de Rio

Arrivée à hauteur de la palissade, véritable panneau publicitaire de l'entreprise Orla Rio, en face de l'hôtel Copacabana Palace, je remarque une voiture de la police militaire arrêtée. Derrière la palissade, sur le sable, des enfants des rues dorment. Un

policier les invective rudement et donne quelques coups de pieds pour activer le réveil et faire déguerpir le groupe. Un enfant a plus de mal que les autres à sortir du sommeil, le policier dégaine alors son arme, la pointe sur la tempe de l'enfant et lui crie de se bouger. L'enfant ouvre les yeux et reste muet de stupeur et des larmes se mettent à couler sur ses joues. Il se lève et s'enfuit, le policier regagne la voiture et rejoint son collègue resté au volant.

Extrait du journal de terrain, C. Reginensi, avril 2005.

Face à une telle scène, de plus en plus banalisée, on peut poursuivre son chemin et oublier. On peut aussi se demander comment parvenir à (sur)vivre dans un monde urbain où les inégalités sociales sont d'autant plus abruptes qu'elles s'inscrivent dans des espaces contigus. L'analyse des dynamiques urbaines à partir des marges permet d'observer la ville différemment, non pour oublier, mais pour observer les manières individuelles d'inventer la ville telle qu'elle est vécue [Agier, 1999, p. 160]. Les expériences interstitielles que nous avons évoquées laissent entrevoir de multiples résistances, souvent rendues opaques, voire invisibles. Dans le contexte de la métropole carioca, l'espace de la favela du Morro da Providência et celui du commerce de rue tendent à se reconfigurer en permanence, multipliant les interstices sociaux et spatiaux [Monnet, 2000].

Les interstices observés se construisent dans une ambivalence, dans le cadre de jeux avec la norme, en y adhérant ou encore en s'y référant. Trois types d'interstices peuvent ainsi être observés. Tout d'abord, les espaces intermédiaires situés aux franges de la juridiction : passerelles, angles de rues et lieux-frontières tels que la palissade ou le rebord du trottoir sur le front de mer de Copacabana. Ou encore les murs de l'entrée de la favela Morro da Providência, où sont apposés un plan des lieux et inscrits des extraits de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, et l'immeuble de l'association des habitants de cette favela, qui a abrité les services municipaux et est aujourd'hui occupée par différentes structures aux objectifs souvent contradictoires : associations proposant une alternative au trafic de drogue et aux projets des pouvoirs publics, association d'habitants reconnue par la municipalité et pourtant souvent soupçonnée d'être cooptée par les narcotrafiquants. Lieux appropriés, détournés, ils laissent place à la complexité des jeux sociaux. Ensuite, les interstices de la formalité qui offrent des espaces et des actions empreints de tolérance, de permissivité ou d'inventivité mais aussi des formes de violence supposée ou réelle, de corruptions, de modes aux frontières floues telles celles qui s'observent dans les produits de contrefaçon, de contrebande et de trafic. Enfin, les interstices de la mobilité, à géométrie variable, qui mobilisent des flux (piétons, touristes et résidents sur le front de mer, acteurs divers de et hors de la favela) qui suggèrent des capacités d'adaptation, de détournement de la norme, des échanges construits sur des opportunités et sur des réseaux.

Dans les situations urbaines observées, ces types d'interstices se combinent souvent. Ils participent à complexifier et à remettre en cause les logiques selon lesquelles la ville se produit, forte de confrontations et de négociations avec les pouvoirs en place.

En adoptant cette manière d'observer la ville, nous soulignons l'obligation pour les acteurs de se référer à un ensemble normatif tout en sachant s'y soustraire. La

posture adoptée permet de décrire un processus récent, dans la métropole de Rio de Janeiro, par lequel la société dominante – constituée des pouvoirs publics et, dans une moindre mesure, de l'élite locale – tend « à utiliser, ou à s'annexer » ce qu'il perçoit de singulier, « de créatif dans la marge (...) en le faisant dans le sens de sa propre logique » [Corin, 1986]. Ce processus engage une réaction de certains acteurs, enclins à s'engager dans ce que E. Corin décrit comme « un jeu avec les marges », où la marginalité est utilisée comme une stratégie de résistance et « de survie face aux effets de la première marginalisation exogène » [*ibid.*]. Au travers de ce double mouvement, la marge est portée, revendiquée pour ce qu'elle contient de singulier et qui est susceptible d'être valorisé. Loin d'échapper au regard des pouvoirs dominants, les acteurs inscrits dans la marge demeurent dépendants de leur permissivité, résultant d'une incapacité de contrôle ou d'un intérêt à tolérer la déviance. La manœuvre oblige alors à une remise en cause permanente des stratégies, des modes d'organisation, des représentations d'eux-mêmes et de la ville, celle-ci leur permettant de s'insérer dans les espaces laissés libres qui comptent comme autant de fissures dans les systèmes de pouvoir urbains.

BIBLIOGRAPHIE

- AGIER M. [1999], *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Amsterdam, Éditions des Archives Contemporaines, 173 p.
- ALEXANDRE GARNER C. [2003], « Marges et confins, Borderlines and Borderlands », *Confluences XXIV*, Centre de Recherche Espaces/Écritures.
- BAUTÈS N. [2007], « Modalidades de visibilidade e contradições de uma política de requalificação urbana na favela Morro da Providência (Rio de Janeiro) », in M. Valença (dir.), *Globalização e marginalidade*, Natal, Ed. UFRN. UGI.
- CABRAL MARQUES GOMES F., CARVALHO PELEGRINO A.I., LIMA FERNANDES L., REGINENSI C. [2006], *Desigualdades e exclusão nas metrópoles brasileiras : alternativas para seu enfrentamento nas favelas do Rio de Janeiro*, Rio de Janeiro, Editora da Arco Íris, 144 p.
- CABRAL MARQUES GOMES F. [2005], « Habitação e questão social. Análise do caso brasileiro », *Scripta Nova. Revista electronica de geografia y ciencias sociales*, Barcelona, Universidad de Barcelona, vol. XI, n° 194 (26) <http://www.ub.es/geocrit/sn/sn194-26.htm>, 2005.
- CANTANHEDE A.T.M. de [2005], *Multidão e solidão na orla de Copacabana*, thèse (Doctorat en Aménagement Urbain et Régional) – UFRJ, Rio de Janeiro.
- PETCOU C. et alii [2005], *Interstices urbains temporaires, espaces interculturels en chantier, lieux de proximité*, Programme interdisciplinaire de recherche Art, Architecture et Paysage, RDS/ISCRA, 9 p.
- CORIN E. [1986], « Centralité des marges et dynamiques des centres », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 10, n° 2, p. 1-21.
- DOUGLAS M. [2001], *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou*, Paris, La Découverte/Poche n° 104.
- GHORRA-GOBIN C. [2001], *Réinventer le sens de la ville. Les espaces publics à l'heure globale*, Paris, L'Harmattan, 266 p.
- GOMES P.C. DA COSTA [2007], *A condição urbana : ensaios de geopolítica da cidade*, Rio de Janeiro, Ed. José Olympio, 304 p.

- GRANOVETTER M. [2000], *Le marché autrement. Les réseaux dans l'économie*, Paris, Desclée de Brouwer.
- HATZFELD M. et H., RINGART N. [1998], *Quand la marge est créatrice. Les interstices urbains initiateurs d'emploi*, Paris, Éditions de l'Aube, série Sociétés, 160 p.
- KNAEBEL G. [1991], « Le rangement du résidu », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 53, p. 22-31.
- KNAUSS P. [2006], « Scaling down the monumental : how public art came to inspire community action in Rio de Janeiro », *Literature and Arts of the Americas*, vol. 39, n° 2, p. 173-187.
- JUNIOR J. [2003], *Da favela para o mundo. A historia do grupo cultural AfroReggae*, Rio de Janeiro, Editouro, 279 p.
- LAUTIER B. [2004], *L'économie informelle dans le tiers monde*, Paris, La Découverte, coll. Repères, 121 p.
- MEISSONNIER J. [2006], « Marchands de rue à Istanbul. Présence urbaine d'une offre commerciale en perpétuelle recomposition spatiale », in *Les Dossiers de l'FEA*, n° 19, Institut Français d'Études Anatoliennes Georges Dumézil, 78 p.
- MONNET J. [2000], « L'identification de la ville », in J. Monnet et G. Capron, *L'urbanité dans les Amériques. Le processus d'identification socio-spatiale*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, coll. Villes et Territoires, p. 17-40.
- MONNET J. [2006], « Do vendedor ambulante ao cliente ambulante : um modelo teórico das relações entre o comércio da rua e a metropolização », in M de F. Cabral Marques Gomes (éd.), *Cidade, transformações no mundo do trabalho e políticas públicas. A questão do comércio ambulante em tempos de globalização*, Rio de Janeiro, DP&A Editora, p. 171-187.
- MORELLE M. (coord.) [2006], « Marges au cœur de la ville », *Revue Tiers Monde*, n° 185, Paris, Armand Colin, 240 p.
- PERALDI M. (éd.) [2001], *Cabas et containers. Activités marchandes informelles et réseaux migrants transfrontaliers*, Paris, Maisonneuve et Larose, 361 p.
- REGINENSI C., CABRAL MARQUES GOMES F. [2006], in G. Capron, *Quand la ville se ferme. Quartiers résidentiels sécurisés*, Paris, Bréal, p. 113-186.
- REGINENSI C., CABRAL MARQUES GOMES F. [2007], « Vendeurs ambulants à Rio de Janeiro : expériences citadines et défis des pratiques urbaines », *Cybergéo*, n° 368, 19 mars, 30 p. [en ligne] <http://193.55.107.45/articles/368res.htm>.
- RHEIN C. [2005], « Territoire et exclusion : des mots de l'État-providence et des maux de la société civile », *Strates*, n° 9 [en ligne] <http://strates.revues.org/document613.html>.
- RÉMY J., VOYE L. [1992], *La ville : vers une nouvelle définition ?*, Paris, L'Harmattan.
- RONCAYOLO M. [1990], *La ville et ses territoires*, Paris, Gallimard, Folio Essai.
- ROULLEAU-BERGER L. [2005], « La rue miroir des peurs sociales et des solidarités », in J. Brody (dir.), *La rue*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 91-99.
- SECRETARIA MUNICIPAL DE DESENVOLVIMENTO SOCIAL [1992], *Primeiro seminário sobre áreas favelizadas, política de urbanização e meio ambiente*, Propostas básicas e conclusões, Prefeitura da Cidade do Rio de Janeiro, 90 p.
- SIGNORELLI A., CANIGLIA C. [2007], « Une expérience didactique interdisciplinaire in progress », in R. de Vilanova, *Conjuguer la ville. Architecture, Anthropologie, Pédagogie*, Paris, L'harmattan, p. 133-149.
- SOARES GONÇALVES R. [2006], « La politique, le droit et les favelas de Rio de Janeiro : un bref regard historique », *Journal des anthropologues*, n° 104-105, Paris, MSH, p. 37-63.
- TARRIUS A. [1989], *L'anthropologie du mouvement*, Caen, Paradigme, 185 p.
- TARRIUS A. [1993], « Territoires circulatoires et espaces urbains », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 59-60, juin.

- TARRIUS A. [2002], *La mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*, Paris, Balland.
- TONNELAT S. [2003/2004], « Les interstices urbains », *Chimères*, n° 52, p. 135-155.
- VALLADARES L. [2006], *La favela d'un siècle à l'autre*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, 230 p.
- VALLADARES L. [1987], « Études sur le logement au Brésil », *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 1.